



- ➔ Flash Info FO Generali 25/01/17 : INTESA & GENERALI
- ➔ Plan Informatique 2017 & Generali Shared Services (GSS)
- ➔ Programme Vitality : les salariés pris pour Cobayes ...

## Flash Info FO Generali du 25/01/17 : INTESA & GENERALI

Après des semaines de rumeurs, nous avons eu, le 25/01/17 par la presse internationale, la confirmation officielle de l'intérêt qu'Intesa Sanpaolo (1er groupe bancaire italien) porte à Generali en envisageant un éventuel rapprochement avec notre Groupe.

Ce même jour, cette annonce de rapprochement nous a été également confirmée par SMS par le Directeur des Ressources Humaines France, Emmanuel Copin (qui assure actuellement l'intérim de Michel Estimbre parti fin Octobre 2016) avec le message suivant adressé aux organisations syndicales :

« Bonjour à tous et à toutes. Comme vous l'avez certainement lu à cette heure, La banque Intesa Sanpaolo a confirmé son intention d'un rapprochement avec le Groupe Generali. Cette intention est soumise à un certain nombre d'obstacles notamment réglementaires et implique l'approbation de la BCE. Une communication est à priori prévue ce soir après la réunion du bord Generali (qui était déjà planifiée). Je vous tiendrai informés au fur et à mesure d'ici le CCE de vendredi ».

A l'heure où nous rédigeons ce tract, nous ne connaissons pas encore la teneur de cette communication mais le fait est qu'il se tient en effet le 25/01, un conseil d'administration de Generali qui a aussi pour vocation de nommer un nouveau directeur financier, puisque le N°2 de Generali, Alberto Minali a annoncé sa démission en début de semaine (en raison à priori, d'après la presse, de divergences d'opinions sur la politique industrielle menée par le N°1 du Groupe : Philippe Donnet).

Pour notre part, en tant qu'organisation syndicale indépendante défendant les intérêts des salariés, peu importe les grandes manœuvres actuelles qui sont loin d'être terminées et peu transparentes, peu importe les protagonistes (\*) actuels intéressés par Generali (Intesa, Allianz, AXA etc ...), notre position reste inchangée, elle est celle que nous avons énoncée en Décembre : « **Personne ne récupérera Generali France dans la paix sociale sans maintien de tous les emplois** ».



**A FO, nous sommes concentrés sur la défense des intérêts des salariés et donc notre position est claire quoi qu'il arrive :**

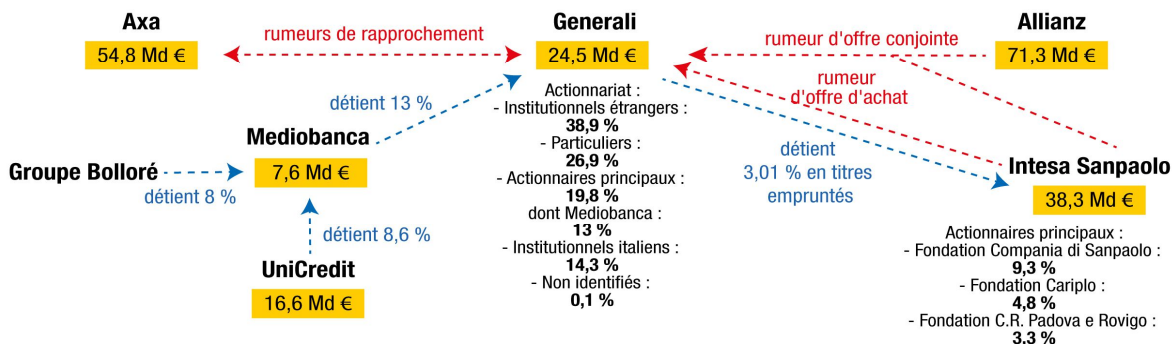
**Maintien de tous les emplois,**

**Respect des droits acquis individuels et collectifs.**

Nous vous tiendrons bien évidemment régulièrement informés de la suite de ces opérations alors n'hésitez pas à nous suivre sur le site <http://fogenerali.fr>

(\*) Source AGEFI :

### Les forces en présences autour de Generali



XX Md € : Capitalisation boursière au 24/01/2017

Source : Entreprises, Agefi

## Plan Informatique 2017 & Generali Shared Services (GSS)

Generali Infrastructure Services (GIS) a changé d'appellation pour étendre son champ d'activité (Informatique, Achats et surement bien d'autres à venir vu son objet social très large) et se nomme désormais **GSS : Generali Shared Services**. **Rappelons-nous ...** la création de cette succursale GIS, directement attachée à la maison mère, a conduit au transfert d'une grande partie de l'activité de la Production Informatique en Italie et en Allemagne. La charge de travail incombant aux salariés français s'est considérablement aggravée du fait de ce transfert depuis bientôt 3 ans. La Direction a refusé d'effectuer les embauches nécessaires pour faire face à ces surcroûts de travail et pour remplacer les départs. Quant aux salariés de la Production Informatique, ils restent dans l'incertitude totale quant à leur avenir. Ils ont dû signer un avenant de mise à disposition de 3 ans qui va expirer désormais en Juin de cette année. Ils voient progressivement et à terme leur activité disparaître, de plus ils n'ont aucune information sur ce qui va se produire après Juin 2017 ! Leur inquiétude, leurs conditions de travail ont et ont eu déjà des conséquences déjà très graves sur leur santé, mettant même en péril la vie de plusieurs de nos collègues.

**Notre syndicat FO n'a pas cessé de réclamer l'intégration de la succursale française de GIS (maintenant GSS) dans l'UES Generali France Assurances et le retour de toutes les activités et ressources informatiques en France.**

**Sur le plan juridique :** nous nous sommes heurtés à une véritable offensive de l'ensemble du MEDEF (le patronat) qui prétend qu'une succursale, non dotée de la personnalité morale, ne peut pas bénéficier de toutes les dispositions françaises en droit du travail et ne peut donc pas être intégrée dans une UES. Cette position du MEDEF, bien évidemment reprise par Generali, a trouvé un appui scandaleux de la part des syndicats CFDT, CFE-CGC et UNSA qui se sont rangés du côté de la Direction. C'est dans ces conditions, que le Tribunal d'Instance de Paris 9ème et le TGI de Paris ont donné raison à Generali. **Notre fédération FO ne peut pas laisser passer un tel recul social. Il suffirait à toute entreprise de donner la forme juridique de succursale à ses filiales pour échapper au droit du travail. Notre fédération FO s'est pourvue en cassation contre ces décisions. Nous sommes confiants dans l'issue juridique de cette bataille d'une immense importance.**

**Sur le plan pratique :** lors du CCE de novembre 2016, Monsieur Lombard a lui-même reconnu que l'informatique déléguée à GIS ne fonctionnait pas correctement. Et c'est le moins qu'on puisse dire ... Les salariés de la production informatique conscients des conséquences de ce projet avaient réclamé le maintien de toutes les activités en France. Aujourd'hui nous avons la preuve qu'ils avaient raison. Ces questions seront à l'ordre du jour du CCE du 27 janvier à la demande d'Éric Lombard.

**Les élus FO au CCE et notre syndicat FO revendiquent :**

- Le retour de l'infrastructure informatique France déjà déportée et de toutes les activités en France,
- Le remplacement de tous les départs par des CDI et des embauches en CDI supplémentaires pour faire face à la surcharge de travail qui est réelle et pour ne jamais laisser un salarié seul sur son domaine d'expertise.

**FO REVENDIQUE**



### Le programme Vitality : les salariés de Generali pris pour Cobayes

La Direction de Generali a adressé un mail à tous les salariés « via Generali Gestion santé » pour nous inciter à adhérer au programme Generali Vitality. **Il est inadmissible que la Direction ait pris cette initiative sans rechercher un accord avec les organisations syndicales ! Les prestations santé sont définies dans le cadre d'un accord collectif de travail. Generali employeur n'a aucun droit à utiliser le fichier des assurés de GGS pour faire une offre commerciale dans le cadre du contrat santé.**

Quelles garanties avons-nous sur ce programme Vitality ? Quelles certitudes avons-nous que l'employeur n'aura pas accès aux données de santé qui seront collectées ? En tout cas Generali saura qui adhère et qui n'adhère pas, qui a le bon ou le mauvais « profil », qui a obtenu des « récompenses » auprès des « partenaires » de Generali.

**Comment ne pas craindre des discriminations à l'encontre des salariés ?** Au nom du respect des libertés individuelles, de la confidentialité attachées aux données de santé, au nom du respect du droit du travail, **notre syndicat FO demande à la Direction de stopper ce programme à raison de plus quand notre propre Directeur Général (Monsieur Lombard) déclare au CCE de novembre devant tous les élus que la démarche Vitality ne l'intéresse pas à titre personnel !**

**Par ailleurs notre santé n'est pas à vendre aux sociétés d'assurances avides de profits de tous types. Notre santé dépend de notre protection sociale et de notre système de santé publique que nous devons plus que jamais défendre tant les attaques actuelles et à venir sont grandes. La prévention préconisée par Generali passe déjà par l'amélioration des conditions de travail qui elles, ne cessent de se dégrader dans de nombreux services, voilà le vrai programme à mener !**